tient rien d'intéressant. Le contre-amiral Albini, sur l'ordre qu'il en avait reçu par son gouvernement (*voir plus bas*), faisait ses préparatifs de départ avec son escadre.

Des émeutes d'ouvriers qui demandaient une augmentation de salaire, ont éclaté à Vienne dans les derniers jours du mois d'août, mais elles ont été bien vite réprimées par l'intervention de la garde nationale. Il y a eu conflit, et il en est résulté un découragement et un malaise qui duraient encore à la date du départ du dernier courrier de Vienne.

PRUSSE.

La cholèra commençait à sévir à Berlin. A la date du 19 août, le nombre des victimes de ce fléau s'élevait à 59 sur 80 malades.

FRANCFORT.

Dans la séance du 24 août de l'assemblée nationale allemande à Franefort, plusieurs orateurs se sont prononcés pour l'entière séparation de l'église avec l'état, dans la discussion de l'article 3 du projet des des droits fondamentaux du peuple allemand.

DANEMARCK.

Des bruits avaient circulé sur la reprise des négociations de paix à Malmo, et sur le retour de Malmo du ministre des affaires étrangères du Danemark. La *Gazette de Berling* se dit autorisée à déclarer que ce ministre n'a point été à Malmo. A cette occasion, il a adressé la note suivante aux envoyés danois à l'étranger :

« Monsieur,

« Vous devez savoir que la convention relative à un armistice, conclu le 2 juillet entre le Danemark, d'une part, et la Prusse, d'autre part, au nom de l'Allemagne, n'a pu être mise à exécution, par la raison que le général prussien a refusé de signer cette convention, à laquelle se trouvait déjà adhéré. La presse périodique allemande, aussi que les ministres du pouvoir central (ces derniers dans une séance de l'Assemblée nationale à Francfort), se sont efforcés d'expliquer ce refus comme si c'était le Danemark qui n'avait pas voulu traiter avait le pouvoir central. C'est ainsi qu'on a voulu donner au Allemagne à cette affaire un caractère offensant, pour exciter de plus en plus contre nous les passions déjà déchaînées. La vérité, est que le Danemark n'a pu se décider à consentir à des changements qu'on voulait faire à une convention déjà conclue, notamment à ceux proposés par le général Wrangel. Le gouvernement danois n'a pu accorder non plus au pouvoir central la faculté de changer son compréhension les clauses de cette convention. Le Danemark aurait même hésité à céder un pari d'droit à « une puissance amie », comme, par exemple, à l'Autriche. Une telle conduite ne contient assurément pas une offense contre qui que ce soit, pas même contre le pouvoir central, notre ennemi. Il n'est évidemment pas juste de soutenir que le Danemark doit renoncer à un avantage pour un moins essentiel qui lui avait été assuré par une convention déjà conclue, et cela sans recevoir, comme compensation, d'autres concessions équivalentes. Pour l'honneur de la Prusse et de sa puissance, le Danemark désire voir donner une garantie suffisante pour l'accomplissement des obligations qu'il s'est imposées en cette occasion. Il n'appartient point au gouvernement danois de rechercher le quelle manière la Prusse peut s'arranger avec les autres états, au moi desquels elle a, de prime abord, fait connaître son intention d'entrer en négociations avec nous.

« Les notes échangées entre les généraux Holeman et Wrangel, lors de la rupture des négociations, et dont la copie est ci-jointe, serviront de pièces justificatives et expliqueront les observations contenues dans ma présente missive. Je vous invite à les porter à la connaissance du gouvernement près lequel vous êtes accrédité.

« J'ai l'honneur d'être, etc. »

PIÉMONT.

L'armée piémontaise est maintenant sur le pied de guerre. Les divisions qui la composent ont été distribuées dans les cantonnements de la frontière, la cavalerie et l'artillerie occupant la seconde ligne.

A Turin et dans toutes les provinces, les partis politiques sont aux prises. Le parti libéral accuse avec exaspération le parti rétrograde d'avoir sourdement travaillé contre la cause de l'indépendance italienne, dans l'espoir de rétablir l'ancien absolutisme. Les libéraux sont accusés à leur tour d'avoir causé des divisions funestes en pactisant avec les républicains de Milan et de Venise. Le roi se tient toujours à son quartier-général d'Alexandrie. Les pouvoirs souverains continuent d'être exercés, comme pendant la guerre, par le prince de Carignan, lieutenant-général du royaume.

On lit dans la *Gazzetta di Genova* :

« Le 15 de ce mois (août), le ministère a expédié, d'amiral Albini, l'ordre de lever le blocus de Trieste, de se rendre avec toute son escadre à Venise et d'y embarquer toutes les personnes compromises qui voudraient se réfugier à bord des navires royaux, puis de faire voile pour Ancône, et de là pour les îles ioniennes où il recevrait des ordres en conséquence après le terme des six semaines fixé par l'armistice. »

ÉTATS-ROMAINS.

Le gouvernement papal a fait afficher la pièce suivante :

« Peuple des états de la sainte église !

« Le ministère de la guerre a reçu une dépêche de Bologne en date du 8 ; elle est ainsi conçue : Le peuple s'est battu contre les Allemands. L'importance de ce peu de mots est grande et terrible. La dépêche finit ainsi : Le peuple a triomphé. Que ces mots ne nous énivrent pas d'une folle allégresse, c'est la constance qui assure la victoire. Les ministres se sont empressés de se rendre en la présence du souverain pontife. Ils lui ont exposé le péril où se trouve l'état. Que l'on fasse donc, a-t-il répondu, tout ce que l'on pourra pour sauver la patrie et en défendre les limites sacrées. Et déjà les bataillons des Romagnes reviennent de la Catolica à grandes journées, pour se porter sur le champ de bataille. Ces bataillons et ceux qui viendront des autres provinces et de la capitale emportent, et ils emporteront avec eux la bénédiction de Pie, de ce Pie qui veille à la défense et à la rédemption de la patrie commune. Le ministère s'empresse d'exécuter la volonté souveraine, pourvoyant de toutes manières à l'urgence présente.

« Au Quirinal, le 11 août 1848.

« Signé : Cardinal Soglia, E. Farat,
« P. de Rossi, L. Lemai, C.
« Cocchioli, Galletti. »

Bologne n'a pas été attaquée par les Autrichiens depuis l'affaire du 8 août. Les troupes du général Welden se sont retirées par la route de Ferrare et par celle de Modène.

DUCHÉ DE MODÈNE.

Le duc de Modène est rentré dans sa capitale sous la protection des troupes autrichiennes, aux acclamations d'une grande partie de la ville (1). Les populations de la campagne et les montagnards, venus en masse pour le saluer, ont applaudi à la contre-révolution. Ils voulaient punir les bourgeois libéraux, piller leurs maisons et désarmer la garde nationale. Les Autrichiens, cela est triste à dire, se sont montrés plus libéraux que le peuple italien de ces contrées. Ils ont protégé la garde nationale et lui ont fourni leur concours pour chasser de la ville ces paysans et ces montagnards absolutistes. Cette aberration déplorable, écrit-on au *Journal des Débats*, n'est malheureusement pas particulière aux seuls habitans du Modenais. On sait trop maintenant que dans presque toute l'Italie les habitans des campagnes manifestent fort peu de zèle et d'ardeur pour la cause de l'indépendance et de la liberté. »

(Correspondance particulière.)

MACÉDOINE. Salonique, 30 *août*. — La division navale ottomane sous les ordres du vice-amiral Machouk pacha, composée d'une corvette, de deux bricks et d'un bateau à vapeur, qui a été jeté l'ancre dimanche dernier dans la rade de Salonique, a quitté mercredi soir son mouillage à l'improviste et est allée s'échelonner sur la rive droite de l'Olympe où elle y est demeurée jusqu'à cette nuit. Cependant, la même division, renforcée depuis hier matin d'un cutter, est venue se placer sous le grand cap Karfoubi qui n'est pas moins loin de la ville, à 15 milles environ. Ce matin, Ramazan et Bayram ne furent si tristement célébrés à Salonique.

Quoique le cholèra ait considérablement diminué, dans les trois jours qui viennent de s'écouler, il n'en continue pas moins à faire de 25 à 27 victimes par jour. Pas un seul coup de pistolet tiré hier au soir par les Musulmans lorsque les batteries de la forteresse annoncent aux habitans le commencement du Bairam ; pas d'illuminations. — Notre Vézir a ordonné, par la voie de criers publics, de pouvoir les fenêtres et balcons du bazar ; la mesure est bonne et louable, mais elle n'a guère exécutée, car la plupart des boutiquiers sont morts, absens ou bien sous l'impression de quelque douloureuse perte essuyée au sein de leurs familles. Les villageois n'osent pas venir au bazar, ni de la somme pour transporter en ville des vivres dont il y a pénurie; ils se tiennent éloignés et font même quarantaine là où l'épidémie ne s'est point manifestée. Ce n'est que le jour de l'arrivée des bateaux à vapeur que les voituriers entrent avec précaution en ville pour arrêter le prix de voiture avec les nombreux passagers qui arrivent pour l'intérieur de la province, et aussitôt le contrat conclu, ils dépêchent un homme pour faire venir leurs chevaux de louage, qu'ils ont soin de déposer dans un endroit très-éloigné de la cité, changent les bagages, prennent les passagers et partent à la hâte. Par crainte de la maladie, pas un seul passager ne passe la nuit en ville.— Nous aimons à espérer pourtant que cet état précaire cessera avec les premières pluies. Déjà l'atmosphère a considérablement fraîchi. On voit dévoilé que c'est la cessation des fortes chaleurs, la maladie a aussi beaucoup diminué. — Dans le courant de la semaine passée, nous avons eu à déplorer la perte de Mme Toselli, atteinte du cholèra. — Dimanche dernier, fête de la Vierge à la grecque, les prêtres de ce rite portaient processionnellement dans les rues des vivres quantiers de la ville l'image de la Ste Vierge, celle d'autres saints encore et des reliques, chantant des hymnes et invoquant le secours du Tout Puissant pour la cessation du fléau. — Pendant que chacun tâche, par tous les moyens en son pouvoir, de rassurer les esprits et de faire cesser la panique à laquelle le peuple est encore en proie, nous ne pouvons voir avec indifférence, ni nous empêcher d'improuver hautement la conduite tenue par la majeure partie des médecins qui n'ont pas craint d'exiger du malheureux où le cholèra sévissait avec le plus de fureur, gens sans conscience et sans humanité que le gouvernement de la S. Porte devrait punir en les frappant d'interdiction.

On a signalé au gouverneur le grand inconvénient qu'il y a pour la santé publique à permettre à l'intendant de la boucherie de vendre de la viande de brebis, reconnue très-nuisible en été et particulièrement en temps d'épidémie ; cet avis a été écouté et dorénavant il ne sera abattu que de la viande de mouton.

Le mouhassil de Serrès, Saly aga, est décédé vendredi dernier ; il était souffrant, dit-on, depuis quelque temps déjà. Les émigrés comptent parmi eux plus de décès à la suite de fièvres pernicieuses que du cholèra ; aussi s'empressent-ils de rentrer en ville.

(1) Voir notre dernier numéro.

EXTERIEUR.

FRANCE. Paris, 25 *août*. — Le *Journal des Débats* approuve dans les termes suivans la réélection de M. Arm. Marrast à la présidence de l'assemblée :

« Lors de sa première nomination, nous avons jugé sévèrement M. Marrast. Après l'avoir vu présider pendant un mois, nous lui faisons bien volontiers l'amende honorable à laquelle il a droit. Il a prouvé des facultés difficiles avec un talent qui l'y distingue de tous ses prédécesseurs, et qui lui donnait un titre incontestable à l'honneur de la réélection qu'il vient d'obtenir. »

— C'est M. Vivien qui a été chargé par la commission de constitution de rédiger le nouveau preambule qui doit figurer en tête du projet de constitution.

—Voici comment la *Gazette des Tribunaux* rend compte de la démonstration féminine qui a causé un vif émoi dans les environs du Palais de l'assemblée nationale :

« Depuis quelques jours, de sourdes rumeurs circulaient, annonçant qu'une manifestation imposante par le nombre, et composée exclusivement de femmes, devait avoir lieu. A en croire les récits des colporteurs de nouvelles, de tous les faubourgs, de la banlieue et des portes des communes de la banlieue, une masse de femmes, dont on évaluait le chiffre à 100 ou 150 mille, devait converger simultanément vers le palais de l'assemblée nationale, sous prétexte de porter une demande de pardon et d'amnistie en faveur des insurgés de juin. Ces bruits, sans doute, avaient quelque consistance, et les mesures énergiques qu'ils ont pu prévoir l'autorité avant-hier et en matin même, semblaient indiquer qu'ils n'étaient pas entièrement dénués de fondement.

« Quoi qu'il en soit, les abords de l'Assemblée avaient présenté depuis le matin l'aspect de plus calme, et à l'intérieur une sécurité parfaite régnait pour la présidence. s'accomplissaient sans que rien dans l'attitude des représentans ni des dépositaires du pouvoir trahît la moindre préoccupation, lorsque tout-à-coup, entre 4 et 5 heures, le président de l'assemblée a reçu officiellement avis qu'un nombre considérable de femmes se portait sur l'assemblée, et que, selon toute probabilité, des hommes animés de mauvaises intentions les suivaient à distance, prêts à profiter du moindre conflit qui s'engagerait.

« En un instant des mesures ont été prises pour empêcher qu'aucune manifestation agressive pût avoir lieu dans le régionnat du Palais-Bourbon. Les troupes, qui était rangé en bataille sur le quai des Tuileries et en tête du pont de la Concorde, avec ses échelonnes et ses avant-postes sur la place.

« En même temps, le 9e régiment d'infanterie de ligne prenait position sur le pont même et sur le quai d'Orsay, le 28e de ligne occupait la place de l'ancien Palais-Bourbon et toutes les rues qui y aboutissent, tandis que la cotte légion de la garde nationale et le 5e de ligne enlevait sous les armes dans l'intérieur du palais.

« A 5 heures et demie, une pétition apportée par deux représentans était remise entre les mains de M. le président Marrast. Cette pétition, signée des signatures des mères, femmes, filles, sœurs et parens des prisonniers de juin, supplie les représentans d'accorder l'amnistie aux prisonniers.

« La démonstration ne s'est pas produite au-delà de la rue de Rivoli, où les avant-postes lui ont intercepté le passage. C'est de là que la pétition a été transmise à l'assemblée. Dès ce moment, les troupes reçoivent l'ordre de rentrer dans leurs quartiers, et tout s'établit devoir troubler le calme qui avait succédé au premier mouvement d'émotion.»

— On lit dans la correspondance générale :

« Nous nous garderons bien de répéter tous les bruits qui ont été répandus la soirée et la nuit de la soirée et la suite des mesures extraordinaires qui avaient été prises à la fin de la séance de l'assemblée nationale pour empêcher une masse de femmes de venir jusqu'à l'assemblée apporter une pétition en faveur des transportés de juin. Nous nous contenterons de dire qu'il s'agissait de l'exécution du prétendu complot légitimiste dont il est si fortement question depuis une quinzaine de jours. Nous avons dit que le mouvement que le nom de Henri V est mis en avant comme l'était celui de Napoléon quelques jours avant les événemens de juin. Ce que veulent surtout les instigateurs de désordre, c'est de profiter de la grande circonstance venue pour faire une nouvelle tentative désespérée. Nous n'hésitons pas à dire qu'ils sont complètement impuissans. En supposant, comme le disent MM. Cartier-Carteret et Trouvé-Chauvel dans leurs dépositions écrites, que le complot existe, que les fantômes de juin soient parvenus à enlever encore des fusils, ils ne pourraient n'arriver que trop importalement pour organiser une insurrection sérieuse, se mettre à la tête du peuple ou sur le quipavé et d'ouvrir une nouvelle ère de guerre civile. Nous n'hésitons pas à dire qu'ils ne seront point en n'être pas à Paris et dans la banlieue à moins de 75,000 hommes.

— Il y a eu le 20 août un grand dîner chez le général Cavaignac, chef du pouvoir executif. Au nombre des invités se trouvait le marquis de Normanby, qui était à la droite du général Cavaignac.

— L'empereur de Russie a déclaré, dit-on, au cabinet français, que l'intervention française en Italie serait immédiatement suivie du rappel de son ministre. On ajoute que M. Kisseleff aurait demandé ses passeports samedi soir. (En reproduisant cette nouvelle d'après la correspondance générale, nous nous empressons de ajouter qu'elle mérite d'être confirmée surtout dans sa seconde partie.)

— Un arrêté rendu par le président du conseil des ministres, chef du pouvoir exécutif, le 21 août, suspend de nouveau le *Représentant du Peuple*, le *Père Duchêne*, le *Lampion*, la *Vraie République* et la *Gazette de France*.

— Il paraît qu'indépendamment de Belle-Isle-en-Mer, dont il a été jusqu'à présent exclusivement parlé comme lieu destiné à recevoir les prisonniers de juin désignés pour la transportation, le gouvernement se proposait d'affecter au même usage les autres îles de l'Océan, telles qu'Oléron, Noirmoutier, Dieu et Re. Cette dernière île notamment était essentiellement destinée aux prisonniers sous les Romains, qui l'auraient appelée *Insula reorum* (île des Coupables), et que nous avons nommée île de Ré.

— Demain aura lieu la discussion sur le rapport de la commission d'enquête. Trois membres de l'Assemblée se sont inscrits pour parler en faveur du rapport; ce sont MM. Denoy, de Charencey et Paul Duprat.

Trois autres, MM. l'amiral Casy, Ceyras et Edgar Quinet sont inscrits pour parler sur un fait personnel.

Personne n'est inscrit contre le rapport ; mais on assure que MM. Ledru-Rollin, Louis Blanc et Caussidière prendront la parole dès le commencement de la séance.

Tout le monde paraît disposé à l'Assemblée à ne pas laisser la discussion se prolonger au-delà de vendredi, dût-on être obligé de tenir séance la soir.

ANGLETERRE. Londres, 23 *août*. — Une nouvelle tentative d'insurrection chartiste a éclaté à Londres et dans plusieurs autres villes de la Grande-Bretagne.

— On lit dans le *Morning-Chronicle*:

« On connaît maintenant les infâmes projets qu'avaient conçus les chartistes pour mercredi dernier dans le soirée. Les hommes de la police qui se seraient opposés à la marche des clubs auraient été assassinés. Les bras de gel devaient être abattus pour plonger la capitale dans les ténèbres, on devait enterrer les rails sur les diverses lignes de chemins de fer, et mettre le feu aux stations et aux magasins, puis attaquer successivement les boutiques ; les chefs devaient se trouver réparts sur certains points, et lorsqu'ils auraient vu défiler leurs hommes, ils seraient commencé l'œuvre de la destruction. Le pillage était le but principal de ce mouvement diabolique.»

— On lit dans le *Globe* :

« Depuis vendredi dernier dans la soirée jusqu'à hier après minuit, les précautions prises par l'autorité pour le maintien de l'ordre ont été telles qu'une portion des troupes de cette capitale a été jour et nuit sous les armes. Les troupes ont reçu également consignes dans leurs maisons de garde prêts à obéir à la première réquisition. Il va sans dire que ces mesures devront durer tant que les chartistes se tiendront sur un pied redoutable pour l'autorité. »

— Un cas de cholèra s'est déclaré à Londres.

— Les nouvelles d'Irlande annoncent que les camps formés à Dublin et Waterford, en Irlande, ont été levés.

— Le procès des individus arrêtés pour crime de haute-trahison continue devant la cour d'assises de Dublin.

— On écrit de Dublin, le 18 août :

« Ce matin, quinze individus accusés de trahison ou de sédition sont été dirigés sur Kingstown et ont été mis à bord d'un steamer en rade, qui a fait voile immédiatement pour le Nord. On suppose qu'ils vont être transportés au fort St-Georges en Ecosse. Parmi eux se trouvent MM. Meany, Brennon, O'Higgins et Taffe.»

— Le nouveau procès à cité intenté contre M. O'Doherty, rédacteur de la *Tribune*, mais il est probable qu'il n'aura pas une meilleure issue que le premier.

— Les nouvelles du Sud de l'Irlande sont tout-à-fait rassurantes, quant au maintien de la tranquillité, mais elles sont désastreuses pour ce qui est relatif à la maladie des pommes de terre. L'épidémie fait chaque jour des progrès alarmans.

AUTRICHE. — On lit dans la *Gazette de Vienne*

« Vienne, 21 *août* -La population ouvrière s'est levée ce matin en masse par suite d'une décision du ministre des travaux publics qui a réduit de 25 à 20 kreuzer le prix de la journée des ouvriers employés aux travaux de l'état. Les ouvriers se sont rendus en masse devant l'hôtel de la municipalité pour demander le rétablissement de l'ancien salaire. Dans ce moment on lui a promis la générale pour appeler sous les armes la garde nationale. Le légion démique a résolu de prendre une attitude conciliante et de chercher à calmer les ouvriers. Le ministère a et décidé à ne pas céder. Une partie des portes de la ville intérieure sont fermées. Le comité de sûreté s'est déclaré permanent. »

— On écrit de frontière de la Croatie :

« Le baron Jellachich a entrepris aujourd'hui dans les cercles du Banat et de Carintaie un voyage d'inspection qui pourrait bien être poussé jusqu'en Dalmatie et sur quelques points jusqu'à proximité du cordon turc. Arrivé à Saidi à Petrinia, le ban a couché à Glina. Avant de se mettre en route, il a, « ce qu'on dit, expédié un capitaine au maréchal Radetsky, pour lui demander le renvoi en Croatie de cinq à six bataillons des troupes du Banat, devenus inutiles en Italie après la soumission de la Lombardie, ainsi que des secours pécuniaires. Le ban, pour ses dépenses, qu'entraînent la paie des troupes et les préparatifs de guerre en Croatie. Il est des personnes qui prétendent que le ban va se concerter également avec premier général de l'empire sur l'attitude que doit prendre l'armée dans la grave situation actuelle.

PRUSSE. Berlin, 21 *août*. — Hier au soir, la nouvelle des désordres qui ont eu lieu à Charlottenbourg a produit ici une assez grande agitation. Pour autant qu'on peut avoir confiance dans l'exactitude de cette nouvelle, qui, au reste, a été apportée par un témoin oculaire, les choses se sont passées de la manière suivante :

Il s'était formé à Charlottenbourg une association démocratique qui a voulu se réunir hier. Les adversaires de cette association avaient résolu d'en empêcher la réunion. Dans ce but, le local a été occupé par eux. Les démocrates, dont le nombre paraît ne pas être très considérable à Charlottenbourg, étant restés chez eux, se virent en grande partie assaillis dans leur domicile par une bande d'hommes armés de gros bâtons, et dont ils furent poursuivis et maltraités jusque dans les rues en présence même de la garde civique et des troupes de la garnison. Comme la résistance était devenue impossible, les démocrates, désignés à la fureur de leurs adversaires, ont cherché à s'y soustraire, soit en se cachant, soit en se rendant précipitamment à Berlin. Au nombre de ces derniers se trouvait M. Bruno Bauer. D'après le récit de ce dernier, il a été tiré de vive force du lit de son jeune frère, et fort maltraité par ses assaillans, aux mains desquels il a cependant échappé, pour se sauver à Berlin avec quelques uns de ses compagnons d'infortune, et y apporter la nouvelle de ce qui venait de leur arriver. Un certain Jacobi a été, dit-on, mortellement atteint. Cette fermentation provoquée ici par cette nouvelle, surtout dans le club de la *Salle des Linden*, a été heureusement assoupie par une plus battante, de sorte qu'elle n'a pas été suivie d'excès, comme on le craignait dans le premier moment.

ESPAGNE. Madrid, 18 *août*. — Le duc de Sotomayor part ce soir pour son ambassade de Paris.

M. Weisweiler se dispose à partir pour Londres; son voyage se rattache à l'affaire des mines d'Almaden.

Le ministère compte beaucoup sur la rare intelligence de M. Mon pour rétablir le crédit et faire sortir le pays de la crise financière où il se trouve engagé.

Si les bruits de modification ministérielle qui circulent ont de la consistance, le cabinet serait dans quelque temps recomposé de la manière suivante : MM. Seijas, Rions Rosas et comte de Miraflores remplaceraient MM. Arnzola, Bravo Murillo et Figuera.

On parle de certaines menées du parti progressiste ayant pour but de provoquer un mouvement simultané en Espagne et en Portugal. Le gouvernement a l'œil sur ces menées.

La reine sera décidement rentrée à Madrid le 26; elle y sera précédée par tous les ministres, à l'exception de celui qui doit l'accompagner. En l'absence de M. Sartorius, qui se rend à Séville, le ministère de l'intérieur sera administré par M. Roca de Togores. Avant de rentrer à Madrid, la reine doit faire plusieurs parties de chasse.

On s'attend à la délivrance de l'infante Marie-Luise Fernanda, duchesse de Montpensier, vers la fin du mois d'août.

Le gouvernement, répondant au vœu manifesté par la population catalane, a fait distribuer des armes aux habitans qui doivent prendre part à la bataille générale avec les troupes du Saint-Père les trabucaires, véritable épouvantail de la population. Les nouvelles de la Catalogne sont satisfaisantes.

HANOVRE, 19 *août*. — Il circule depuis quelques jours des bruits sur des démonstrations alarmantes que se proposerait de faire la classe ouvrière des populations du Harz. Nous apprenons que toute la chose se borne pour le moment à une démonstration des ouvriers mineurs de Clausthal, qui exigent une augmentation de paie ; toutefois, on craint que le mouvement ne se communique à la population indigente des autres contrées du Harz; aussi a-t-on jugé nécessaire d'envoyer aujourd'hui par un convoi spécial du chemin de fer, un détachement de 3e régiment de ligne à Viemenbourg au pied du Harz.

WURTEMBERG. Stuttgard, 21 *août*. — Le départ des troupes wurtembergeoises pour le Schleswig-Holstein aura lieu cette semaine. L'infanterie sera embarquée à Manheim pour être transportée par bateaux à vapeur et par les chemins de fer; la cavalerie et l'artillerie se rendront par la voie de terre à leur destination et auront un jour de repos sur quatre.

PIÉMONT. — L'*Indépendance belge* contient la correspondance suivante de Turin, 17 août :

« Le ministre d'Angleterre et le chargé d'affaires de France, qui s'étaient rendus auprès du roi Charles-Albert, sont de retour à Turin. Ils ne laissent rien percer des bases de la médiation que chacun arrange à sa manière, mais il est déclaré qu'elle était acceptée par le roi, et ils expriment le ferme espoir que l'intervention ne sera pas nécessaire.

« Le ministère démissionnaire a fait insérer hier, dans la feuille officielle, une protestation d'après laquelle, sans s'opposer à l'exécution de l'armistice conclu, il déclare que cet armistice ne doit point servir de base aux préliminaires de paix, attendu qu'il a été fait sans qu'aucun des ministres en soit intervenu. Or, vous savez que les chambres n'ont pas discuté le pouvoir législatif et exercité ni roi lui-même, mais bien au gouvernement du roi et sous la responsabilité des ministres.

« Le *Risorgimento* d'hier et d'avant-hier contenait deux articles dirigés contre l'agenda de la députation sarde envers la députation sicilienne, présidée par le duc de Serra di Falco, qui est venue offrir la couronne de Sicile au duc de Gênes. Il est certain que cette députation se trouvait à Turin depuis vingt-quatre jours, sans qu'elle ait avoir une réponse quelconque. Ce n'est même qu'hier, et probablement par suite du premier article publié dans le *Risorgimento*, que M. Pareto, ministre démissionnaire des affaires étrangères, l'a admise à son visite. Le ministère saura réparer la faute de ses prédécesseurs, et vous connaîtrez l'issue de la démarche de la députation, aussitôt qu'une décision aura été prise. »

Turin, 18 *août*. — Le *National suisse*, cité par la *Nouvelle Gazette de Zurich*, mande que les troupes piémontaises ont été rappelées, sans qu'elle ait eu avoir une réponse quelconque. Ce n'est même qu'hier, et probablement par suite du premier article publié dans le *Risorgimento*, que M. Pareto, ministre démissionnaire des affaires étrangères, l'a admis à son visite. Le ministère saura réparer la faute de ses prédécesseurs, et vous connaîtrez l'issue de la démarche de la députation, aussitôt qu'une décision aura été prise. »

Turin, 18 *août*. — Le *National suisse*, cité par la *Nouvelle Gazette de Zurich*, mande que les troupes piémontaises ont été rappelées, sans qu'elle ait eu avoir une réponse quelconque. Ce n'est même qu'hier, et probablement par suite du premier article publié dans le *Risorgimento*, que M. Pareto, ministre démissionnaire des affaires étrangères, l'a admis à son visite. Le ministère saura réparer la faute de ses prédécesseurs, et vous connaîtrez l'issue de la démarche de la députation, aussitôt qu'une décision aura été prise. »

SICILE. — A la nouvelle des grands préparatifs faits par les Ferdinand pour opérer un débarquement en Sicile, le parlement a ordonné une levée en masse et la mobilisation d'une partie de la garde nationale.

PAYS-BAS. — La commission spéciale de la seconde chambre des Etats-généraux a déjà terminé son rapport sur les modifications proposées par le gouvernement aux projets avant pour objet la révision de la loi fondamentale. En ce qui concerne la représentation, on a été d'avis, en général, que le changement que propose le gouvernement quant à l'éligibilité des membres de la première chambre est insuffisant et réclame une extension plus grande. On a de nouveau demandé dans toutes les sections la suppression du conseil d'état. En ce qui concerne le mode électoral, on a demandé qu'on prenne pour modèle la loi électorale belge.

MEXIQUE. — Les nouvelles du Mexique vont jusqu'au 16 du moisde juillet; à cette date, les Américains avaient évacué les ports mexicains, où le drapeau national flotte de nouveau. Les droits d'entrée y sont maintenant perçus d'après l'ancien tarif.

VARIÉTÉS.

DU CHOLÉRA-MORBUS.

EN 1845, 1846 ET 1847. (*Suite.*) (1)

Nous venons de décrire la marche du cholèra-morbus dans les provinces situées au Nord des Sloboda et Ukraïne. Pendant ce même temps le fléau s'avançait également au Nord-Ouest, à l'Ouest et au Sud-Ouest de cette contrée, à travers les gouvernements de Tchernigov et Poltava qui lui sont contigus.

Nous avons vu précédemment que trente jours après son apparition aux environs de Kharkov, le cholèra franchit un espace de 83 lieues avant que de toucher aux points intermédiaires, et parut dès le 19/31 août dans le district de Starobourd, partie septentrionale du gouvernement de Tchernigov. Nous ignorons les causes particulières qui ont favorisé cette éclosion précoce de la maladie sur un point aussi éloigné, mais ces causes paraissant avoir été purement locales, car le district Starobourd dans l'endroit primitivement infesté, et ne se développa dans le reste du gouvernement que longtemps après, en suivant l'ordre indiqué par sa marche progressive à travers les gouvernements de Kharkov et de Kourak.

En effet, le cholèra, procédant de l'Est à l'Ouest envahit successivement les districts de Novgorod-Sévérski (10 sept.) Krolévets (22 sept.) Gloukhov (26 sept.) Sosnitsa, Konotop et Borzna (13 octob.) Néjine (12 octob.) Kozelets (19 oct.) Gorodnia (23 oct.) Ostrog, Tchernigov, Novosiolkov et Mgline (27-30 oct.) Atteint l'épidémie mit 40 à 50 jours pour envahir la surface du gouvernement qui ne comprend pas moins de 2,050 lieues carrées. Toutefois son intensité et sa force expansible furent peu considérables ; elle ne se manifesta que par places plus ou moins circonscrites et on peut dire qu'elle n'atteignit en réalité que la moitié de cette vaste étendue.

A la mi-février, le cholèra existait encore dans deux ou trois districts; il avait cessé dans tous les autres. Pendant les 182 jours compris entre le 19 août, jour de sa première apparition et le 17 février, on a compté dans tout le gouvernement 3,313 malades et 993 décès. Le tableau suivant en voit fut faible, car elle n'atteignit pas tout-à-fait 30 pour cent du nombre des individus atteints. Par rapport à la population on compta 1 attaque sur 250 habitans et un décès sur 857.

L'épidémie dura 52 jours au chef-lieu. Pendant les 37 premiers jours (du 19 oct. au 5 décembre) elle alla sans cesse augmentant. La marche des malades s'élève progressivement par semaine à 6, 37, 96, 238 et 249 ; celui des morts par semaine à 5, 17, 26, 74, 111. Arrivée à son apogée, la maladie cessa brusquement. Du 5 au 9 décembre on ne signala pendant ce temps, le 8; et du 10 au 19 décembre, dernier jour de l'épidémie, il y eut seulement 11 cas nouveaux dont 6 succombèrent. Pendant les sept semaines et demie que régna l'épidémie on ne compta donc que 727 malades et 229 morts, ou 32,87 décès pour 100 individus atteints et 1 mort sur 67.

(1) Voir le N° 105 du *Journal de Constantinople*.